Les mercredis de
l'INET à Paris
UN ÉVÉNEMENT DÉDIÉ AUX CADRES DE DIRECTION TERRITORIAUX



DOSSIER DOCUMENTAIRE

FISCALITÉ LOCALE ET ATTRACTIVITÉ DES TERRITOIRES

> 30 mai 2012

Dossier réalisé par le centre de ressources documentaires de la Délégation régionale du CNFPT Première Couronne

Les mercredis de
l'INET à Paris
UN ÉVÉNEMENT DÉDIÉ AUX CADRES DE DIRECTION TERRITORIAUX



Introduction

Envisagée de longue date, la réforme de la taxe professionnelle a été votée dans le cadre de la loi de finances pour 2010. Avec pour objectifs d'alléger la charge fiscale pesant sur les entreprises, de lutter contre les délocalisations, dynamiser les investissements et pérenniser les ressources des collectivités, le texte prévoit la fin de la taxe professionnelle, remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET), composée de la Cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et crée l'Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) *(document 1 : Suppression de la taxe professionnelle, éléments relatifs aux collectivités territoriales [extraits], in : Direction générale des Finances publiques, 03/02/2010, 6 p.)*. Cette réforme a été complétée par les lois de finances pour 2011 et de finances rectificative pour 2010 *(document 2 : Fiscalité 2011 : ce qui change pour les collectivités, in : Maires de France, 01/2011, pp. 8-9)*. La loi de finances pour 2011 prévoit la création, à compter de 2012, du fonds national de péréquation des recettes fiscales intercommunales et communales (FPIC), destiné à corriger les inégalités entre les collectivités *(document 3 : Le FPIC ou les nouveaux contours de la péréquation horizontale, in : Revue Lamy des collectivités territoriales, n° 76, 02/2012, pp. 15-18)*.

La loi de finances pour 2012 poursuit les mesures de maîtrise des dépenses publiques, notamment au travers du gel des dotations de l'État, et met en place le FPIC *(document 4 : Les collectivités territoriales dans la loi de finances pour 2012, in : Semaine juridique (La) - Édition administrations et collectivités territoriales, n° 3, 23/01/2012)*. Ces nouvelles dispositions ont rendu nécessaire la réforme des indicateurs de richesse fiscale –potentiel fiscal, potentiel financier-, qui servent notamment à réguler les flux de péréquation. De nouveaux indicateurs ont été créés –indicateur de ressources élargi, potentiel financier d'un ensemble intercommunal *(document 5 : La réforme des indicateurs de richesse fiscale dans la loi de finances pour 2012, in : Gestion & Finances publiques, n° 4, 04/2012, pp. 46-52)*.

Dépenses obligatoires en hausse, resserrement du crédit… le financement des collectivités locales s'annonce difficile en 2012 *(document 6 : Financement local : 2012, l'année de tous les dangers, in : Alternatives économiques, n° 310, 02/2012, pp. 35-37)* et l'agence de notation Fitch Ratings, dans un rapport de perspective, s'attend à ce que la tendance négative amorcée en 2011 se poursuivre en 2012 pour les collectivités locales françaises *(document 7 : Perspectives 2012 : collectivités territoriales françaises, in : Fitch Ratings.fr, 23/01/2012, 8 p.)*.

Dans ce contexte contraint, les collectivités locales votent leurs budgets *(documents 8 à 11 : Budget des régions : l'emprunt obligataire à la rescousse, in : Gazette des communes (La), n° 2107, 02/01/2012, pp. 38-39 ; Départements : budgets, la chasse aux économies se généralise, in : Gazette des communes (La), n° 2108, 09/01/2012, pp. 42-43 ; Budget 2012 : un exercice d'équilibriste pour les communes, in : Gazette des communes (La), n° 2110, 23/01/2012, pp. 40-41 ; Budgets primitifs 2012 : les collectivités locales limitent les risques, in : Gazette des communes (La), n° 2117, 12/03/2012, pp. 42-43)*, alors que l'État les presse de diminuer leurs dépenses, de maîtriser leurs effectifs et d'instaurer une RGPP locale *(document 12 : Dépense locale : quelles règles pour quelle maîtrise ?, in : Courrier des maires, n° 255, 03/2012, pp. 8-10)*.

Alors que les collectivités ont, tant que possible, joué un rôle d'amortisseur de crise *(document 13 : Désindustrialisation : les collectivités au secours de leur industrie, in : Gazette des communes (La), n° 2110, 23/01/2012, pp. 23-28)*, les chambres régionales des comptes ont, dans leurs rapports d'observation depuis 2010, appréhendé les effets de la crise à travers leur analyse financière classique avant de s'intéresser au soutien qu'elles ont apporté au monde économique *(document 14 : Les collectivités territoriales et "le pacte moral avec la nation" : le défi de la crise économique dans les territoires d'après les observations des chambres régionales des comptes, in : Semaine juridique (La) - Édition administrations et collectivités territoriales, n° 2, 16/01/2012, pp. 16-22)*.

Enfin, certains voient dans la combinaison de la loi de réforme des collectivités territoriales, des contraintes financières et des réalités économiques l'occasion de repenser la structure de la gouvernance et de l'administration des collectivités territoriales *(document 15 : Les contraintes budgétaires : un levier pour la réforme des collectivités territoriales, in : Gestion & finances publiques, n° 3, 03/2012, pp. 142-148)*.

Les mercredis de
l'INET à Paris
UN ÉVÉNEMENT DÉDIÉ AUX CADRES DE DIRECTION TERRITORIAUX



Éléments bibliographiques

Documents en ligne

Investissement local : premières tendances 2012
Cette analyse des budgets primitifs de grandes collectivités permet un éclairage sur les premières tendances, pour 2012, de l'investissement et de son financement par niveau de collectivités.
Dexial Crédit Local, avril 2012, 16 p.
http://www.dexia-creditlocal.fr/collectivites-locales/expertise/Documents/2012/investissement_local_premieres_tendances_2012.pdf

L'Europe locale et régionale - Chiffres clés 2010
Fiches présentant une série d'indicateurs concernant l'organisation et les finances des collectivités locales et régionales de l'Union européenne en 2010.
Dexia Crédit Local - Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), 2012, 19 p.
http://www.dexia-creditlocal.fr/collectivites-locales/expertise/europe-international/Documents/Nuancier%202011-2012%20-%20FR/NuancierFran%C3%A7ais2011Web.pdf

Les finances des collectivités locales en 2011
Rapport de l'Observatoire des finances locales, 09/2011, 224 p.
http://manage.dgcl.interieur.gouv.fr/workspaces/members/desl/documents/finances/ofl/ofl2011/les_finances_des_col/downloadFile/file/OFL2011_00.pdf?nocache=1317310664.91

Finances publiques territoriales dans l'Union européenne
Panorama de la situation institutionnelle et financière du secteur public infranational dans les 27 États membres de l'UE.
Note d'analyse Dexia Crédit Local, juillet 2011, 16 p.
http://www.dexia-creditlocal.fr/collectivites-locales/expertise/europe-international/Documents/Note%20finances%20publiques%20territoriales%20UE%202010/fin_pub_ue2010.pdf

Sites

Bercy Colloc
http://www.colloc.bercy.gouv.fr/colo_struct_fina_loca/index.html

Comité des Finances locales (site de la DGCL)
http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les_collectivites_te/finances_locales/le_cfl/

Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL)
http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les_collectivites_te/finances_locales/

Direction générale des finances publiques (DGFiP)
https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/portail/accueilIAM.pl

INSEE
http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=8&sous_theme=3

Vie publique
http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/finances-publiques/

Articles

L'autonomie financière des collectivités territoriales : trente ans après la loi de décentralisation du 2 mars 1982, état des lieux
Actualité juridique - Droit administratif, n° 14/2012, 16/04/2012, pp; 759-763

Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales : nouvelle donne
Journal des communes, n° 2161, 03-04/2012, pp. 34-35

Autonomie fiscale, la condition nécessaire
Pouvoirs locaux, n° 92, mars 2012, pp. 102-105

Les points clés en 2012 pour les budgets locaux
Courrier des maires et des élus locaux (Le), n° 254, février 2012, pp. XIV-XVIII

Loi de finances pour 2012 : les principales mesures
Gazette des communes (La), n° 2110, 23/01/2012, pp. 44-56

La péréquation, objet de toutes les attentions de la loi de finances pour 2012
Actualité juridique - collectivités territoriales, n° 1, 01/2012, pp. 4-6

50 ans après le début de la péréquation : où en est-on et comment préparer l'avenir ? Passer de la péréquation à la péréquité
Pouvoirs locaux, n° 88, 03/2011, pp. 29-35

La coopération fiscale et les collectivités territoriales
Petites affiches (Les), n° 185-186, 16-17/09/2010, pp. 13-17

La péréquation, principe constitutionnel
Revue française de droit constitutionnel, n° 81, 01/2010, pp. 3-19

Ouvrages

Tableaux de l'économie française.- Insee, 2012.- 250 p.

Réformes et mutations des collectivités territoriales.- L'Harmattan, 2012.- 601 p. (coll. GRALE)

Vade-mecum de la fiscalité communale : comment optimiser le levier fiscal / Joël CLEREMBAUX.- Territorial éditions, 2011.- 127 p. (coll. Dossier d'experts)